

INTRODUCTION À LA BOURSE D'ALGER

Environ 7 000 PME ciblées à moyen terme

Quelque 7 000 petites et moyennes entreprises pourraient être introduites à la cotation à la Bourse d'Alger à moyen terme.

Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir) - Une perspective que se trace la Société de gestion de la Bourse des valeurs (SGBV), communément appelée Bourse d'Alger et dont le directeur général, Yazid Benmouhoub, était l'invité hier du Forum du quotidien *Liberté*. «Sur un tissu de PME de l'ordre de 700 000 PME, si nous arrivons à capter 1% (soit 7 000 entreprises), ce sera très bénéfique», dira le DG de la Bourse.

Une perspective rendue possible à moyen terme, évoque-t-il, par la mise en place d'un compartiment dédié aux PME au niveau de la Bourse d'Alger, l'octroi de facilitations réglementaires et la mise en œuvre progressive depuis 2011 d'un plan de redynamisation du marché financier. Ainsi, toute entreprise de statut SPA (Société par actions), notamment celle dont le capital social est inférieur à 500 millions de dinars, pourra ouvrir au moins 10% de son capital, comme elle pourra diffuser dans le public ses titres de capital.

Egalement, toute PME engagée dans une dynamique de mise à niveau pourra bénéficier d'un apport de financement, une convention devant être signée entre la SGBV et l'Agence nationale de développement de la petite et moyenne entreprise (ANDPME), indiquera M. Benmouhoub. Comme cette entreprise pourra émettre des obligations (titres de créances), un segment dont l'encours actuel avoisine les 32 milliards de dinars avec deux titres de créances (Sonelgaz et Dahli) actuellement cotés.

A charge cependant pour les PME intéressées de désigner pour une période de cinq ans un conseiller-accompagnateur, le promoteur en Bourse, un établissement de conseil et chargé de veiller au strict respect des obligations de transparence. A ce propos, Yazid Benmouhoub a

indiqué que la Commission d'organisation et de surveillance des opérations de Bourse (Cosob), l'autorité de contrôle et de supervision du marché financier, a agréé en septembre 2013 pour une période de deux ans les cabinets Grant Thornton et RMG consulting.

En rappelant que les six banques publiques (Badr, CPA, Cnep-Banque, BEA, BDL et BNA) ainsi que BNP Paribas qui exercent actuellement les rôles d'intermédiaires en opérations de Bourse (IOB) sont également inscrites d'office en tant que promoteurs en Bourse.

Vers la cotation de 7 entreprises publiques

Autre perspective pour la Bourse d'Alger, l'augmentation du nombre d'entreprises cotées sur le marché officiel de quatre actuellement (les entreprises publiques El Aurassi et Sidal et les entreprises privées Alliance Assurances et NCA Rouiba) à une quarantaine environ d'ici cinq ans. Soit, explicitera Yazid Benmouhoub, un marché officiel alimenté chaque année par l'introduction en Bourse de 7 à 8 entreprises.

Un objectif déjà en voie de concrétisation dans la mesure où le Conseil des participations de l'Etat a agréé l'ouverture ou l'augmentation de capital au profit de huit entreprises publiques. Il s'agit de la banque publique CPA, de trois cimenteries publiques relevant du Groupe industriel des ciments d'Algérie-GICA, de la compagnie d'assurances CAAR, la société Cosider Carrières (filiale du groupe public du BTPH Cosider), l'entreprise Hydro-Aménagement et l'opérateur de téléphonie mobile Mobilis. Le processus d'évaluation (détermination de la valeur de cotation...) des entreprises publiques ciblées est déjà enclenché, indique le DG de la



Photo : DF

La densification des titres cotés permettrait d'améliorer l'image de la Bourse d'Alger.

SGBV qui estime que l'inscription des sociétés du BTPH pourrait inciter d'autres entreprises à investir ce segment. Toutefois, il ne fixe pas d'échéancier précis, même si les sociétés ciblées qui auront déjà achevé l'évaluation et les procédures de cotation pourront accéder à la Bourse d'Alger d'ici quelques mois.

Des conditions restent à satisfaire...

L'opportunité pour le DG de la SGBV de rappeler que les conditions d'éligibilité pour les grandes entreprises ont été également assouplies, le minimum requis pour toute ouverture de capital ayant été ramené à 20%, outre le fait que la loi de finances autorise des réductions fiscales, au titre de l'impôt sur le bénéfice des sociétés (IBS), à hauteur du capital ouvert.

Certes, des conditions demeurent à satisfaire, notamment la «réactivité», l'existence d'une volonté managériale auprès des opérateurs économiques, le retour de «la confiance», mais aussi une compréhension meilleure des avantages fiscaux et économiques induits par

l'introduction ainsi que l'amélioration effective de l'environnement des affaires, voire l'assouplissement de la réglementation des changes vis-à-vis des investisseurs étrangers.

A ce propos, Yazid Benmouhoub a estimé que dans un contexte de libéralisation, les «autorités compétentes» seront appelées à terme à «se prononcer» sur l'introduction en Bourse des investisseurs étrangers.

Consolider la capitalisation boursière à terme

Toutefois, la densification des titres cotés permettrait d'améliorer l'image de la Bourse d'Alger. Soit permettre d'augmenter la capitalisation boursière à hauteur de 10 milliards de dollars d'ici les cinq prochaines années, cette capitalisation fluctuant actuellement à 14 milliards de dinars.

Un volume insignifiant, comparativement aux 60 milliards de dollars de capitalisation au Maroc et aux 9 milliards de dollars de capitalisation en Tunisie où 13 entreprises ont été introduites uniquement en 2013. Des perspectives auxquelles travaille la SGBV, déjà engagée dans un

processus de réorganisation, de densification et de modernisation de son système d'information, avec le concours du ministère des Finances, du Programme des Nations unies pour le développement (Pnud) mais aussi par un transfert de savoir-faire et d'expertise internationale. A ce propos, Yazid Benmouhoub a indiqué que sa société signera prochainement une convention de partenariat avec le groupe européen d'entreprises de marchés Euronext.

Des contacts sont également lancés avec la Bourse de Tunis, indique Yazid Benmouhoub. Comme la SGBV a engagé une offensive en matière de communication et de vulgarisation auprès du grand public et notamment les opérateurs économiques, en vue d'améliorer «la visibilité» de la Bourse.

Le développement de la formation dédiée à la finance de marché figure également dans le programme d'action de la SGBV, relève son directeur général qui indique, par ailleurs, que les cotations pourront être consultables par voie mobile.

C. B.

AGRICULTURE, AGROALIMENTAIRE ET HYDRAULIQUE

Des expériences scientifiques au profit des PME

Des manifestations scientifiques et économiques orientées vers les entreprises, notamment les PME, du secteur de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de l'hydraulique sont présentées depuis hier, et ce jusqu'au 19 février, à l'Institut national de la recherche agronomique d'Algérie (INRAA).

Mehdi mehenni - Alger (Le Soir) - Mis en œuvre en janvier 2012 par un consortium de 3 pays : l'Algérie, l'Espagne et l'Italie, le projet Fawira est «consacré au renforcement des capacités de coopération internationale dans le domaine de la recherche dédiée à l'agriculture, l'agroalimentaire et l'eau en Algérie».

Financé par la Commission européenne, dans le cadre du 7^e Programme-cadre Européen (FP7), pour la recherche et le développement technologique, et

coordonné par l'Institut national de la recherche agronomique d'Algérie (INRAA), ce projet vise notamment «l'identification des besoins spécifiques et les demandes des entreprises et des acteurs institutionnels dans les domaines de la recherche et développement et de l'innovation ; l'identification des idées de projets à développer en partenariat avec le consortium Fawira et les partenaires nationaux, les PME en particulier».

Abréviée à l'Institut national de la recherche agronomique

d'Algérie entre le 16 et le 19 février 2014, à Hassen-Badi, El-Harrach, cette rencontre offre «une série de manifestations scientifiques et économiques orientées vers les entreprises, notamment les PME, du secteur de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de l'eau en Algérie». Selon les précisions du ministère de l'Agriculture, ces manifestations «visent à fédérer les efforts de toutes les parties qui y prennent part et à travailler de concert en vue de mettre en place un partenariat fécond et productif dans l'objectif de monter des projets concrets dans les domaines de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de l'eau».

Parmi les acteurs qui prendront part à cette rencontre, figurent des centres de recherche,



Photo : DF

Objectif, monter des projets concrets dans l'agriculture.

des entreprises et PME de l'agriculture et de l'agroalimentaire, des acteurs de l'économie de l'eau, et des entreprises en voie de création. Seront également présentes, des institutions publiques d'appui à l'investisse-

ment et à l'innovation ainsi que des directions relevant des ministères de l'Agriculture et du Développement rural, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique.

M. M.